

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 05/11/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

125 rue Robert Schuman - BP 70053
44800 Saint-Herblain Cedex

Références : 2025-0710-rapport_insp_BD
Code AIOT : 0006301396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté La Repennelais 44540 Vallons-de-l'Erdre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- La Repennelais 44540 Vallons-de-l'Erdre
- Code AIOT : 0006301396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la sablière de la Repennelais à Vritz sur la commune des Vallons de l'Erdre est autorisée par arrêté préfectoral du 21/01/2016 pour une durée de 30 ans. La production annuelle maximale autorisée est de 1 200 000 tonnes et la production moyenne annuelle de 1 000 000 tonnes.

Plusieurs AP ont complété l'AP du 21 janvier 2016. Le dernier APC du 24 novembre 2022 met à jour les rubriques ICPE et IOTA, les garanties financières du site ; il porte également sur la modification des mesures de compensation relatives à la biodiversité, l'utilisation d'un groupe de traitement mobile par campagnes et la modification de l'installation de traitement des matériaux et de la drague électrique.

L'exploitant a déposé le 24 janvier 2025 un porter à connaissance relatif à une demande d'extension de l'exploitation. Le dossier est actuellement en cours d'instruction.

Les zones visitées sont l'aire de ravitaillement, les installations de traitement, le secteur ouest autour de la zone de lagunage et de la mare, les zones de compensation à l'intérieur du périmètre autorisé et à l'extérieur de ce dernier.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 2.1.5	Demande d'action corrective	15 jours
3	Pollutions des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-III-B	Demande d'action corrective	1 mois
6	plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 2.4.5	Demande d'action corrective	12 mois
8	pollution des eaux	AP Complémentaire du 27/11/2018, article 3.2.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
9	circuit de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.7	Demande d'action corrective	2 mois
11	eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.5	Demande d'action corrective	15 jours
12	Faune et flore	AP Complémentaire du 24/11/2022, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	rubrique IOTA prélèvements	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R513-1-I	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
4	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-X	Sans objet
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.6.2	Sans objet
7	surveillance rejets aqueux et eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.6.2	Sans objet
10	Installations	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		24/11/2022, article 4	
13	bruit	Autre du 15/03/2024	Sans objet
15	déclaration annuelle GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats lors de la visite, les points principaux à retenir sont les suivants.

Il est attendu de l'exploitant de tester au moins annuellement le bon fonctionnement du détecteur de fuite sur la cuve GNR, et de rendre accessible le mode d'emploi du dispositif en cas de besoin.

Des actions correctives sont à prévoir pour clarifier le plan du circuit des eaux (eaux pluviales non polluées, eaux polluées, eaux de procédés) et distinguer chacun des équipements sur le site. Un synoptique complètera ce plan sur lequel seront indiqués l'origine des prélèvements et les masses d'eau associées, les volumes des prélèvements, l'estimation des volumes d'eau pluviales, l'identification des usages de l'eau sur l'exploitation ainsi que la localisation des compteurs volumétriques.

L'exploitant se positionnera également au titre de la rubrique "prélèvement eau" de la nomenclature IOTA.

Il proposera une action corrective pour s'assurer d'un traitement des eaux polluées (eaux de lavage du rotolue, eaux du séparateur à hydrocarbures, eaux d'arrosage des pistes) avant rejet dans le plan d'eau d'extraction. Après validation par l'inspection, ces actions correctives seront transcrites dans le prochain APC relatif à l'extension de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, accès au site - clôtures
Prescription contrôlée : Une clôture est mise en place sur l'ensemble du périmètre des zones en exploitation et contenant des aménagements liés à l'exploitation. Les voies d'accès sont munies de barrières tenues fermées en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique que pour anticiper les travaux liés à l'extension, la clôture située dans le secteur Nord-Est du site a été avancée vers la carrière pour correspondre au tracé du périmètre autorisé, libérant ainsi les parcelles agricoles utilisées par l'agriculteur local. Sur le terrain, l'inspection des installations classées constate que les travaux ne sont pas achevés et que des lignes de grillage manquent et ne permettent pas d'empêcher l'accès au site. L'exploitant explique que ces travaux n'ont pu se poursuivre suite à un arrêt de travail du prestataire ces jours derniers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de finaliser les travaux de clôtures afin d'assurer la sécurité du site et empêcher l'accès au site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N°2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, registre déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) la date de l'expédition du déchet ; b) la dénomination usuelle du déchet, le code du déchet, le numéro des bordereaux de suivi de déchets, la quantité de déchet ; c) l'origine du déchet ; d) la raison sociale, numéro SIRET et adresse du transporteur ainsi que le numéro de récépissé ; e) la destination du déchet : raison sociale, numéro SIRET et adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié, code du traitement qui va être opéré, qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
Constats : <u>Rappel constat de la visite du 13 septembre 2022 :</u> Pour ce qui concerne les déchets non dangereux, les informations suivantes étaient manquantes : code déchet, code du traitement qui va être opéré et qualification du traitement final. <u>Constat de la visite du 23 octobre 2025 :</u> Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les registres de ses déchets sortants dangereux pour 2024 et 2025, extraits de Trackdéchets. En les analysant et les comparant à la déclaration 2024 GERE, il est constaté des volumes différents des volumes déclarés dans Trackdéchets. L'exploitant n'apporte pas de réponse pour expliquer cette incohérence. Ces différences de volume déclarés entre les deux plates formes étant peu significatives, l'inspection des installations classées ne relève pas ici de non conformité sur ce point. Elle précise à l'exploitant que prochainement les éléments déclarés sur Trackdéchets par les exploitants seront automatiquement versés sur la plate forme GERE. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a analysé le registre chronologique dématérialisé des déchets sortants non dangereux, et dans ce cadre vérifiée les informations concernant un déchet. Les informations listées dans la prescription y figurent. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le registre des déchets sortants non dangereux pour 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le registre des déchets sortants non dangereux pour 2025. Elle rappelle à l'exploitant de vérifier les informations qu'il dépose sur Trackdéchets afin de s'assurer de la véracité des éléments déclarés.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Pollutions des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-III-B
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux

Prescription contrôlée : Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.
Constats : <u>Rappel constat de la visite du 13 septembre 2022 :</u> La cuve GNR est stockée à l'extérieur, sur l'aire étanche. C'est un réservoir équipé d'une double paroi. La cuve n'est pas équipée d'un dispositif ou d'une procédure permettant de contrôler l'étanchéité de la paroi interne. Observations : A défaut de la mise en place d'un dispositif ou d'une procédure permettant le contrôle de l'étanchéité ou la justification d'une impossibilité technique, la cuve de GNR doit être placée sur rétention. <u>Constat de la visite du 23 octobre 2025 :</u> Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que la cuve GNR est stockée à l'extérieur sur une aire étanche. L'exploitant indique et montre que la cuve est dotée d'un capteur de fuite (placé à l'intérieur de celle-ci), relié par bluetooth à un récepteur situé dans l'atelier jouxtant l'aire étanche. Une consigne visant à expliquer le bruiteur interne est accrochée au mur près de l'émetteur. L'exploitant n'est pas en capacité de présenter les informations techniques relatives au fonctionnement de l'outil. Il indique ne jamais avoir testé le détecteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de tester au moins annuellement le détecteur afin de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de sécurité. Ce test doit être consigné dans un registre mis à disposition de l'inspection. Le mode d'emploi du détecteur doit également être facile d'accès et consultable en cas de besoin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.3-X
Thème(s) : Risques accidentels, pollution des eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes à mettre en œuvre en cas de pollution. Ces consignes comprennent notamment l'utilisation de kits anti-pollution, la mise en place d'un barrage flottant et d'un pompage sur le plan d'eau en cas de pollution par les hydrocarbures, la mise en place d'un dispositif d'arrêt du rejet en cas de pollution.
Constats : <u>Rappel constats de la visite du 12 septembre 2022 :</u> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la consigne relative au ravitaillement des engins. En cas de déversement accidentel sur l'aire étanche, il est prévu d'utiliser les kits anti-pollution et les produits absorbants en cas de petites quantités. En grande quantité, la vanne de l'aire étanche doit être fermée. Lors de la visite, deux conducteurs d'engins ont été interrogés. Ils n'avaient pas connaissance de l'existence d'une vanne à fermer. En cas de déversement accidentel lors d'un ravitaillement en bord à bord sur rétention mobile, la consigne prévoit l'utilisation des kits anti-pollution et les produits absorbants en cas de petites quantités. Pour un déversement en grande quantité, la pollution doit être confinée avec des boudins et couvertures absorbants. Les terres et eaux souillées doivent être excavées et évacuées

par les filières adéquates.

Demande de l'inspection : L'exploitant doit réaliser une formation des personnels sur le site sur la procédure à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle.

Constat de la visite du 23 octobre 2025 :

L'exploitant indique qu'en 2023, une simulation d'un déversement accident de grand ampleur a été réalisée sur l'aire d'étanche. Cet exercice de mise en situation de crise a été réalisée en deux groupes distincts (2 fois 5 personnes) à la suite duquel, un débriefing sur le mode opératoire a eu lieu et a été à l'origine de la rédaction d'une fiche réflexe. L'exploitant indique que cet exercice sera reconduit très prochainement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le compte-rendu de l'exercice ainsi que la fiche réflexe.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance du ruisseau et des plans d'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance du ruisseau du Mandit.

Ce programme comporte : [..]

- un suivi tous les trois ans de l'indice IBGN en amont et en aval de la zone d'extraction. [..]

Constats :

Rappel du constat de la visite du 13 septembre 2022 :

L'indice IBGN montre une qualité biologique médiocre à l'amont et bonne à l'aval. Les indices amont et aval progressent chacun de 2 points par rapport à l'évaluation réalisée en 2012.

Le suivi de l'indice IBGN doit être renouvelé en 2022.

Constat de la visite du 23 octobre 2025 :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les deux rapports « qualité hydrobiologique du ruisseau du Mandit en amont et en aval de la sablière de Vritz » - réalisés par Execo environnement respectivement en octobre 2022 et juillet 2023.

Le rapport de 2022 précise que les prélèvements, effectués dans les conditions hydrologiques particulières, liées à la sécheresse en cette période, n'ont pas permis de prélever l'IBGN en amont de la sablière. Le ruisseau du Mandit étant à sec en amont de la sablière à cette période, l'indice n'a pu être prélevé sur cette portion de cours d'eau.

En aval de la sablière, le niveau du ruisseau du Mandit était très bas. L'indice IBGN indique qu'il présente une qualité biologique globale en classe de qualité bonne.

Au vu des conditions particulières en 2022, l'exploitant indique avoir réalisé des mesures complémentaires le 21 mai 2023 dans de bonnes conditions hydrologiques : le ruisseau du Mandit présente une qualité biologique globale en classe de qualité mauvaise à l'amont et passable à l'aval de la sablière. Les IBGN diminuent aux 2 stations par rapport aux précédentes campagnes en lien avec une baisse de la qualité biologique de l'habitat à l'amont à laquelle s'ajoute celle de l'eau à l'aval. Le rapport précise que le ruisseau du Mandit en amont de la sablière présente une faible diversité d'habitats. Le fond est constitué par un mélange de litière/sables-limons peu propices à la biodiversité.

Dans le cadre de la prochaine campagne de mesures prévue en 2026, l'exploitant propose le rajout

d'un point de mesure « intermédiaire » au sud du village de la Repennelais, au droit de la zone humide, et ce notamment pour bénéficier d'un point de mesure qui devrait a priori rester en eau. Cette proposition est indiquée dans le PAC adressé à l'inspection des installations classées dans le cadre de sa demande d'extension.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 2.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle minimale de 1/2000e de l'exploitation est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement),
- les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux,
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation),
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille et du sommet des stocks,
- la pente des fronts (immergés ou non),
- la position des lignes électriques, de la ligne téléphonique et de la canalisation d'eau potable qui traversent le site tant que ces ouvrages n'auront pas été déplacés.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et remises en état et la nature du réaménagement effectué,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter,
- la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux,
- la localisation des pistes et accès.

Un exemplaire de ce plan est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant indique avoir transmis à l'inspection des installations classées en début 2025, le plan d'exploitation actualisé au 2 août 2024. Lors de la visite, l'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées le plan actualisé au 18 septembre 2025. En séance, l'analyse du document par l'inspection des installations classées appelle les remarques suivantes.

Sur le plan, manquent ou ne sont pas lisibles : les installations de traitement des zones de stockage des matériaux, la localisation de toutes les pistes et accès, la nature de la remise en état des zones qui ont été exploitées (notamment la zone de lagunage à l'Ouest de la carrière, anciens bassins de décantation). Ne sont pas identifiés et localisés les réseaux et autre servitudes. Les mesures compensatoires ne sont pas toutes indiquées.

La délimitation du plan d'eau doit être plus lisible et doit également apparaître le ruisseau du Mandit.

Certains éléments du plan n'apparaissent pas dans la légende : le stockage de terre végétale situé au Nord-Est de la carrière, les surfaces boisées, la position définitive des stockages, les réseaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre de l'actualisation 2026 du plan d'exploitation , l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter le plan afin de tenir compte des remarques formulées en séance par l'inspection et in fine, respecter la prescription réglementaire. Pour gagner en lisibilité, l'exploitant peut prévoir la réalisation de deux plans distincts et complémentaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N°7 : surveillance rejets aqueux et eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance rejets aqueux et eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>paragraphe 1</u></p> <p>surveillance rejet aqueux - eaux souterraines Surveillance du ruisseau du Mandit et des plans d'eau d'extraction</p> <p>prescription : L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance du ruisseau du Mandit. Ce programme comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un suivi annuel du débit et du niveau d'eau (ramené en m NGF) du ruisseau en amont et en aval en période d'étiage, • un suivi annuel de la qualité de l'eau (pH, conductivité, matières en suspension, DCO, hydrocarbures) en amont et en aval de la zone d'extraction, [...] <p><u>paragraphe 2</u></p> <p>surveillance rejet aqueux - eaux souterraines Surveillance du ruisseau du Mandit et des plans d'eau d'extraction</p> <p>prescription : L'exploitant met en place un programme de surveillance du ou des plans d'eau d'extraction. Ce programme comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un suivi annuel de la qualité de l'eau (pH, conductivité, matières en suspension, DCO, hydrocarbures), • un suivi mensuel du niveau d'eau (ramené en m NGF).
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport de surveillance du ruisseau du Mandit et des plans d'eau d'extraction réalisés respectivement en septembre 2024 et 2025.</p> <p>Les éléments mettent en évidence, pour 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un niveau d'eau dans le ruisseau et <u>un débit particulièrement élevé</u> (0,06 m³/s en aval et 0,02 m³/s en amont) lié à la situation hydrologique et aux fortes pluies estivales qui n'ont pas entraîné d'étiage marqué en 2024 ; - l'absence de mesures du niveau d'eau du plan d'eau d'extraction depuis 2020 du fait de la non opérationnalité de l'échelle (tombée en 2020, enfouie en 2021 et absente depuis 2022). Le suivi du niveau du plan d'eau est prévu mensuel. ; - l'absence de mesures du niveau d'eau en aval du ruisseau du fait de l'absence de l'échelle. <p>En 2025, en amont de la sablière, le ruisseau du Mandit <u>est à sec et en aval</u>, la lame d'eau trop faible n'a pas permis de réaliser des mesures de débit avec un micro moulinet. La mesure a été faite selon la méthode du bouchon. Du fait d'un étiage marqué, le niveau d'eau dans le ruisseau et le débit inhérent sont faibles.</p> <p>Pour remédier au suivi discontinu des échelles limnimétriques du fait de leur dégradation ou de leur disparition, l'exploitant indique que depuis octobre 2025, est prévu un levé annuel assuré par un géomètre pour vérifier le niveau d'eau du ruisseau en amont et en aval de sablière au niveau de</p>

4 stations ainsi que le niveau du plan d'eau d'extraction. Ce levé permettra de contrôler/confirmer les mesures ainsi que la cote de l'échelle limnimétrique du plan d'eau pour lequel le suivi est mensuel.

Pour 2024 et 2025, les résultats des mesures relatives à la qualité des eaux du ruisseau du Mandit en amont et en aval de la sablière, et dans le plan d'eau d'extraction n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2018, article 3.2.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, eaux de ruissellement, eaux de procédés des installations

Prescription contrôlée :

Les rejets d'eaux de procédé de l'installation de traitement des matériaux (lavage des sables et graviers) sont dirigés directement vers le plan d'eau d'extraction, au nord-ouest du site. Aucun ajout de floculant n'est réalisé. Les eaux de ruissellement de la plate-forme technique sont collectées et rejetées dans le plan d'eau d'extraction au même endroit que les eaux de lavage. Les rejets d'eaux du séparateur à hydrocarbures et ceux liés au fonctionnement du système de lavage des roues des camions sont collectés et dirigés vers le plan d'eau d'extraction au même endroit que les eaux de lavage. Il n'y a aucun rejet à l'extérieur du site. »

Constats :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que :

- les eaux de procédé de l'installation de traitement des matériaux (lavage des sables et graviers) sont dirigées directement vers le plan d'eau d'extraction, dans la zone de lagunage située au nord-ouest du site,
- les eaux de ruissellement de la plate-forme technique ne sont pas toutes rejetées dans la zone de lagunage du plan d'eau d'extraction situé au nord ouest de la carrière,
- une partie des eaux pluviales non polluées, les eaux de ruissellement de la plate-forme technique, les eaux de ruissellement utilisées pour l'arrosage des pistes, les eaux utilisées pour le rotolue ainsi que les rejets d'eau du séparateur à hydrocarbures s'évacuent vers un fossé naturel avant de rejoindre un bassin pour ensuite être directement rejetées dans le plan d'eau de pompage, au droit des installations de traitement.

L'exploitant indique réaliser à ce point de rejet, un suivi bi annuel des paramètres, notamment des MES. Ce point de rejet et le suivi des paramètres ne sont pas autorisés dans l'AP d'autorisation. L'inspection considère que l'ensemble de ces eaux est rejeté directement dans le milieu (plan d'eau de pompage) sans traitement préalable.

L'inspection des installations classées rappelle que les rejets d'eau liés au fonctionnement du système de lavage de roue et du séparateur à hydrocarbures nécessitent un traitement avant rejet dans le milieu naturel et que la surveillance de la qualité des eaux rejetée doit être encadrée réglementairement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de proposer une action corrective pour gérer de manière distincte les rejets des eaux exclusivement pluviales non susceptibles d'être polluées des autres polluées (eaux de ruissellement de la plate forme technique, eaux de lavage des roues des véhicules, eau du séparateur à hydrocarbures).

Les eaux pluviales non polluées doivent être évacuées dans un réceptacle différent des eaux polluées et des eaux de procédés.

Les eaux de ruissellement utilisées pour l'arrosage des pistes, eaux utilisées pour le rotolue ainsi que les rejets d'eau du séparateur à hydrocarbures ne peuvent être rejetés directement dans le

milieu sans traitement et doivent faire l'objet de mesures. Ces éléments doivent également être intégrés au synoptique (cf point de contrôle n° 9 du présent rapport). Après validation par l'inspection, les justifications et propositions d'actions correctives feront l'objet de prescriptions réglementaires dans le cadre du prochain APC en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N°9 : circuit de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, circuit eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans l'installation sera établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce document permettra d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellements, ...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le plan du circuit des eaux, superposé à une vue aérienne et réalisé en septembre 2025.</p> <p>Ce plan n'est pas lisible. Un certain nombre d'éléments indiqués en légende ne sont pas représentés sur le plan. Sur ce dernier ne sont pas figurés ou difficilement lisibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le ruisseau du Mandit, - le ou les fossés de récupération des eaux, - les bassins des eaux de ruissellement, - le sens de l'écoulement des eaux d'exhaure, - le sens d'écoulement des eaux pluviales, - le circuit de l'eau de procédé (de son prélèvement à son rejet dans la zone de lagunage), - le sens du circuit des eaux claires, - le sens de l'écoulement des eaux de ruissellement et bassin de récupération des ruissellements, - le sens de l'écoulement des eaux de lavage des roues, de lavage des engins, des eaux de rejet du séparateur à hydrocarbures, ... - le ou les fossés de récupération des eaux, - les bassins des eaux de ruissellement, - les points de rejets/les points de suivi des mesures et piézomètres
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de modifier le plan au vu des éléments énumérés ci-dessus et de le rendre cohérent avec la légende.</p> <p>Un synoptique le complétera afin de représenter les différents circuits des eaux (circuit des eaux prélevées, des eaux pluviales, des eaux industrielles) et l'ensemble des équipements sur l'ensemble du site. Doivent également être présentés l'origine des prélèvements et les masses d'eau associées le cas échéant (eaux prélevées dans la nappe souterraine et/ou la nappe d'accompagnement, eaux pompées dans les eaux superficielles (cours d'eau), les eaux pluviales collectées, les volumes des prélèvements maximums d'eau par masse d'eau, l'estimation des volumes des eaux pluviales, l'identification des usages de l'eau sur l'ensemble de l'exploitation ainsi que la localisation des différents compteurs volumétriques. Les éléments demandés au point</p>

de contrôle n°8 seront intégrés au synoptique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N°10 : Installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, emplacement installation
Prescription contrôlée : L'article 1.2.3.3 de l'arrêté du 21/01/2016 susvisé est remplacé par la disposition suivante : « Article 1.2.3.3 - Emplacement des installations de traitement des matériaux [.] L'installation de traitement mobile est implantée sur la parcelle YE 5 et les parcelles avoisinantes. »
Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique que l'installation de traitement mobile prévue sur la parcelle YE 5 n'a pas été mise en place du fait du niveau d'activité. L'exploitant indique que cette installation n'est pas prévue à court ou à moyen terme.
Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, aménagement piézomètres
Prescription contrôlée : [.] les piézomètres mis en place sont aménagés notamment pour empêcher les infiltrations d'écoulement superficiels et les actes de malveillance.
Constats : Au cours de la visite, l'inspection constate que pour deux piézomètres, l'un situé dans le périmètre autorisé à l'ouest du site, ainsi que celui localisé au nord est du site, les capots de fermeture ne sont pas cadenassés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour assurer leur sécurité, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de cadenasser les capots des deux piézomètres et de vérifier que les quatre autres sont bien pourvus d'un cadenas.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N°12 : Faune et flore

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2022, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, mesures compensatoires
Prescription contrôlée : Les paragraphes 2 et 3 de l'article 2.2.2 de l'arrêté du 21/01/2016 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

<p>« Les mesures compensatoires suivantes seront mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • création d'une mare au sud-ouest du site équipée en bordures de tas de souches et bois mort, • au sud du village de la Repennelais : extension de la mare, création d'une noue faisant office de bras mort le long du ruisseau, extension de la zone humide le long du ruisseau par décaissement, plantation de haies bocagères à l'est et à l'ouest de la zone, • création d'une prairie humide par décaissement sur la parcelle YC8 au sud du site en-dehors du périmètre autorisé (25 700 m²), • création d'une prairie humide par décaissement (4 000 m²) et d'une mare sur la parcelle YC12 au sud du site en-dehors du périmètre autorisé, • restauration du boisement au sud-est du site avec suppression de peupliers et plantation de frênes élevés et/ou d'aulnes glutineux, chênes pédonculés, trembles, • reprofilage des berges de l'étang situé au nord du boisement préservé au sud-est du site et création d'une roselière. <p>Ces mesures compensatoires sont localisées dans le plan en annexe. Leur mise en œuvre est décrite précisément en pages 8 (restauration du boisement) et 10 à 25 de l'étude intitulée « Propositions de mise à jour des mesures compensatoires environnementales » - SEGED - août 2020 - version 2 annexée à la demande du 25 mars 2021. Elles sont mises en place avant le 01/03/2024. »</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures compensatoires ont été réalisées fin 2024. Le reprofilage des berges de l'étang situé au Nord du boisement préservé au Sud-Est du site et la création d'une roselière seront réalisés au terme du contrat passé entre l'exploitant et un agriculteur concernant le pompage de l'eau du plan d'eau situé sur ce secteur ; - un suivi des zones humides a été engagé en 2024 de façon à s'assurer du caractère humide des zones compensées ; - le prochain suivi écologique est programmé pour 2026 et le bilan en 2027 ce qui permettra de prendre en compte les propositions pour l'extension également prévue en 2027 ; - un plan de gestion a été établi par le bureau d'étude SEGED sur l'ensemble des mesures compensatoires. Sa mise en œuvre n'est à ce jour pas effective et une consultation est actuellement en cours pour réaliser la gestion auprès d'entreprises compétentes dans ce domaine. <p>L'exploitant indique également qu'en terme de communication, il a organisé en novembre 2023 un comité local de suivi de la carrière relatif aux mesures compensatoires. Un compte rendu a été établi.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence des mesures compensatoires situées à l'Ouest du périmètre autorisé.</p> <p>Les mesures compensatoires à l'extérieur du site ont également été visitées et n'appellent pas de remarques particulières de l'inspection des installations classées. Les haies ont été plantées en 2021 à l'Ouest et à l'Est du site. Il est constaté que certains pieds sont morts. L'exploitant indique qu'ils seront remplacés avant le printemps prochain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre la copie du contrat passé entre l'exploitant et l'agriculteur concernant le pompage de l'eau du plan d'eau situé dans le secteur est de la carrière ainsi que la copie du compte-rendu du comité local de suivi de la carrière de novembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°13 : bruit

Référence réglementaire : donner acte de modification notable non substantielle du 15/03/2024
Thème(s) : Risques chroniques, mesures de bruit en période nocturne
Prescription contrôlée : « les prochaines mesures de bruit devront être réalisées dans un délai de 2 mois suivant l'élargissement des horaires. Les mesures en période nocturne devront être réalisées entre 22h et 5h. Les résultats devront être transmis à l'inspection des installations classées". "vous mettrez en œuvre un suivi des chiroptères pendant les deux prochaines années ».
Constats : L'exploitant indique que le travail de nuit de 22h à 5h n'a pas été mis en action. Les horaires de fonctionnement respectent donc toujours les horaires fixées par l'arrêté du 21 janvier 2016. En conséquence, les mesures de bruit nocturnes ainsi que le suivi des chiroptères n'ont pas été lancés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : rubrique IOTA prélèvements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R513-1-I
Thème(s) : Risques chroniques, situation administrative, bénéfice d'antériorité
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ; 2° L'emplacement de l'installation ; 3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.
Constats : Dans sa déclaration GERE, l'exploitant déclare prélever plus de 7 000 m ³ /an. Il déclare prélever 85 m ³ sur le réseau AEP et 40 453 m ³ /an en dans la nappe d'eau souterraine (GG139). Lors de la visite, l'exploitant précise que les 40 453 m ³ prélevés correspondent au pourcentage (5 à 7%) de la teneur en eau contenue dans les matériaux qui partent à la commercialisation. L'exploitant précise également qu'un pompage d'eau est réalisé dans un puits et que cette eau est utilisée pour nettoyer les véhicules. Le volume de prélèvement est suivi par un compteur (environ 36 m ³ /an). Au vu de ces données, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant doit se positionner clairement sur l'application des rubriques IOTA relatives aux prélèvements d'eau selon la nappe dans laquelle est prélevée l'eau ainsi que pour le puits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu de ces constats, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se positionner au regard de la rubrique « prélèvements en eau » de la nomenclature IOTA. Pour toute information complémentaire, il peut se rapprocher du service police de l'eau de la DDTM 44. La mise à jour de la situation administrative du site au regard des rubriques IOTA sera intégrée au prochain APC relatif à l'extension de l'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N°15 : déclaration annuelle GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V
--

Thème(s) : Risques chroniques, déclaration annuelle
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.
--

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a procédé à la vérification de la déclaration GERP 2024 établie par l'exploitant. Excepté les remarques faites au point de contrôle n °2 du présent rapport, l'analyse de cette déclaration n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées .

Type de suites proposées : Sans suite
--